

Questions orales

M. Stanfield: Monsieur l'Orateur, le ministre des Finances pourrait-il nous donner un peu plus de détails à propos de ce qu'il a l'intention de faire? Peut-il dire à la Chambre ce qu'il essaye de faire. Demande-t-il simplement aux syndicats et aux entreprises de proposer une politique au gouvernement pour combattre l'inflation? Étant donné le taux d'inflation de 12 p. 100 et l'attitude du gouvernement, qu'est-ce que le ministre propose? S'agit-il simplement d'un autre petit jeu ou encore d'un autre délai de plusieurs mois? Qu'est-ce que le ministre veut faire?

M. Macdonald (Rosedale): Pourriez-vous répéter la question.

Des voix: Bravo!

M. Turner (Ottawa-Carleton): Monsieur l'Orateur, je conviens certainement avec le chef de l'opposition qu'à mesure que le programme sera mis en œuvre, nous voudrions l'expliquer de façon plus claire que le député a pu expliquer son régime obligatoire plus tôt cette année.

M. l'Orateur: Le chef de l'opposition a la parole pour une dernière question supplémentaire.

M. Stanfield: Monsieur l'Orateur, je me demande si le premier ministre ou le ministre des Finances pourraient expliquer leur position et leur politique à la Chambre. Est-ce trop demander au ministre des Finances que d'expliquer la politique du gouvernement en matière de finance? Le ministre des Finances est-il tout à fait impuissant et inapte à expliquer sa politique à la Chambre et le ministre des Finances et le premier ministre se contentent-ils simplement de jouer à l'autruche et d'oublier le reste?

M. Turner (Ottawa-Carleton): Monsieur l'Orateur, le soir du budget, j'ai passé une heure et demie à être aussi franc que je le pouvais avec le député à propos de notre politique.

LA LUTTE CONTRE L'INFLATION—LA PROTECTION DES
CONSOUMATEURS—LES MESURES ENVISAGÉES PAR LE
GOUVERNEMENT

M. James A. McGrath (Saint-Jean-Est): Monsieur l'Orateur, ma question supplémentaire s'adresse au ministre des Finances qui se conduit actuellement comme un trouble-fête. Il est censé y avoir consultation, mais pendant celle-ci, le prix des aliments poursuit son escalade, évaluée à 15 p. 100 cette année et estimée à 15 p. 100 l'année prochaine; le gouvernement s'est en outre engagé à empêcher toute hausse excessive des prix de la nourriture. Quelles mesures immédiates le ministre entend-il donc prendre pour soulager les Canadiens dès maintenant, et non pas à une date plus ou moins éloignée où l'on aura finalement obtenu un consensus?

L'hon. John N. Turner (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, je sais combien le député est attiré par les solutions immédiates, mais nous lui avons expliqué que l'inflation est trop bien enracinée dans notre économie et dans l'économie mondiale pour qu'on puisse trouver de solution de cet ordre. Notre programme vise, par l'interaction des politiques monétaires et fiscales, à établir des politiques tarifaires et d'approvisionnement, et à accroître la production agricole du pays.

[M. Turner (Ottawa-Carleton).]

DEMANDE DE RÉTABLISSEMENT DE LA SUBVENTION POUR LE
LAIT NATURE

M. James A. McGrath (Saint-Jean-Est): Monsieur l'Orateur, comme le lait nature a augmenté de 8,6 p. 100, puis-je demander au ministre si le gouvernement entend rétablir la subvention à la consommation afin que cet élément nutritif essentiel à la plupart des Canadiens puisse se vendre moins cher, ou du moins rester à son niveau actuel?

L'hon. John N. Turner (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, le ministre de l'Agriculture a décrit à la Chambre les motifs invoqués par les ministres des provinces pour la suppression de la subvention.

L'OPPORTUNITÉ D'UN PROGRAMME DE SOUTIEN DES REVENUS
DES ÉCONOMIQUEMENT FAIBLES ET D'UN IMPÔT SUR LA
RICHESSE—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

M. Edward Broadbent (Oshawa-Whitby): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Finances et porte sur le consensus qu'il cherche à obtenir chez les divers secteurs sur la manière de redresser la situation économique. Comme le ministre n'a rien proposé de précis, voudrait-il nous donner l'assurance que si le gouvernement présente une politique sur le revenu, il imitera les gouvernements de Grande-Bretagne et de Suède dans ce domaine en présentant en même temps une taxe sur la richesse, par souci d'équité et pour faire en sorte que cette politique sur le revenu améliore la situation des gens à revenu moyen ou modeste?

• (1510)

L'hon. John N. Turner (ministre des Finances): Sans vouloir critiquer les méthodes des gouvernements étrangers, et même si j'ai l'intention d'examiner la suggestion du député, je ne sais trop si je devrais prendre pour l'instant l'économie de la Grande-Bretagne comme modèle pour moi ou pour notre pays.

* * *

LA CONSOMMATION

LE SUCRE—LES MESURES GOUVERNEMENTALES EN VUE DE
LA RÉDUCTION DES PRIX

M. Edward Broadbent (Oshawa-Whitby): Chaque fois que le ministre ne désire pas traiter d'une question, il fait une remarque sans aucun rapport.

Je vais poser ma question à son collègue, le ministre de la Consommation et des Corporations. Vu son absence, je m'adresse au premier ministre. Le ministre de la Consommation et des Corporations a déclaré, il y a plus d'un mois, que son ministère examinait une proposition en vue de rendre l'industrie du sucre plus rationnelle et de réduire le prix du sucre à la consommation au Canada. Compte tenu des répercussions des prix du sucre sur tant d'autres produits alimentaires, le premier ministre pourrait-il nous dire quand le gouvernement nous présentera une proposition bien précise à ce sujet?

M. Norman A. Cafik (secrétaire parlementaire du ministre de la Consommation et des Corporations): Monsieur l'Orateur, le ministère de la Consommation et des Corporations étudie activement toute la question des prix du sucre et d'autres questions qui se rapportent au prix des denrées alimentaires au Canada. Le rapport con-